

ASSEMBLÉE-BETTENCOURT-COSMÉTIQUES-ENQUÊTE-GOUVERNEMENT,PREV
Affaire Bettencourt: l'activité des conjoints de ministres en question (PAPIER
D'ANGLE)

PARIS, 22 juin 2010 (AFP) - L'affaire Bettencourt repose la question de l'activité des conjoints des ministres, avec les accusations de mélange de genre, comme dans le cas de Florence Woerth, en poste auprès de l'une des plus grandes fortunes de France quand son mari était ministre du Budget.

"C'est difficile ce que je vais dire, notamment pour la cause ces femmes, mais quand on est l'épouse d'un ministre de la République, on n'est pas tout à fait une femme comme une autre", a estimé le député PS André Vallini.

"On doit peut-être s'interdire certaines activités et notamment des activités de conseil en matière financière et fiscale, surtout lorsqu'il s'agit de conseiller Mme Bettencourt", a-t-il ajouté, défendant par ailleurs la présomption d'innocence de M. Woerth.

Florence Woerth n'a fait que "placer les dividendes de la société L'Oréal versés chaque année à Mme Bettencourt, épouse d'André Bettencourt, ministre du général de Gaulle, en toute transparence et en toute légalité", a expliqué le ministre à l'Assemblée nationale.

M. Woerth répondait aux socialistes, qui ont posé des questions sur une éventuelle fraude fiscale de Mme Bettencourt ainsi que sur le rôle de l'épouse de l'ancien ministre du Budget.

Le gouvernement -à commencer par le Premier ministre- et les députés UMP ont défendu le libre choix de Mme Woerth.

"On peut être femme de ministre et avoir une véritable éthique personnelle. Pas une seule seconde Mme Woerth n'était au courant de quoi que ce soit (des supposées fraudes fiscales de Mme Bettencourt, ndr)", a déclaré à l'AFP Georges Tron (Fonction publique).

"Enfin, Mme Woerth, sa raison d'être n'est pas simplement d'être la femme de son mari", a ajouté le patron des députés UMP Jean-François Copé. "Elle a un parcours dans la banque et le conseil financier".

Cécile Duflot (Verts), évoquant la future démission de Mme Woerth, a déploré que cela doive "toujours retomber sur les femmes": "Je trouverais plus naturel, quand on a sa femme qui travaille dans tel secteur, de ne pas devenir ministre dans tel domaine".

Mme Duflot a rappelé le sort des femmes journalistes, qui ont "quitté leur travail quand elles étaient la compagne ou l'épouse de ministre".

Au sein de la majorité, quelques voix restent critiques ou sceptiques. Député UMP villepiniste, Jean-Pierre Grand affirme: "Quand votre mari est ministre du Budget, donc responsable de tout ce qui est fiscal dans le pays, cela veut dire que Mme Bettencourt avait embauché le ministre du Budget...".

François Sauvadet, chef de file des députés NC, a lui aussi jugé que la question du conflit d'intérêt "se pos(ait)", souhaitant que "l'on clarifie".

Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République) a élargi le débat au rôle de M. Woerth, trésorier de l'UMP: "Il n'y a pas de démocraties au monde où on peut être ministre du Budget, trésorier du parti majoritaire et avoir sa femme qui gère la première fortune du pays, (cette dernière) qui de surcroît se livre à de l'évasion fiscale".

Parlant de "République bananière", M. Dupont-Aignan a estimé que "la première chose que devrait faire M. Woerth, (c'était) de démissionner de son poste de trésorier de l'UMP".